

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 20/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MARBREK-CMF**

STE-COLOMBE-SUR-SEINE

Références : 2023-153  
Code AIOT : 0005400267

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2023 dans l'établissement MARBREK-CMF implanté Les Carrireaux 21 400 SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARBREK-CMF
- Les Carrireaux 21 400 SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005400267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée depuis 2007 pour une production brute maximale annuelle de 40 000 tonnes et un tonnage total de matériaux à extraire de 1 200 000 tonnes sur une durée de 30 années. Les matériaux extraits sont des pierres calcaires.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- phasage / exploitation ;
- hauteur des fronts ;
- contrôle d'accès / clôtures ;
- plan topographique ;
- non-conformités relevées en 2016 (APMD du 26/05/2016).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 1.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois pour les dispositions relatives à la remise en état des phases 1 et 2
					1 mois pour les dispositions relatives à la remise en état des phases 5 et 6
4	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.2.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois pour le site « Les Carreaux »
					24 mois pour le site « La Charme aux Loups »
8	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 1.4.1	/	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 1.6	/	Sans objet
5	Front de taille	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.2.3.3	/	Sans objet
7	Bornage	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.1.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.4	/	Sans objet
9	Information du public	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.1.3	/	Sans objet
10	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 1.5 + Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14	/	Sans objet
11	Déchets	Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.5.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'arrêté couvre l'exploitation de trois zones de carrières sur la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine :

- « La Charme aux Loups » ;
- « Les Vires Martin » ;
- « Les Carrireaux ».

Depuis la dernière inspection, plusieurs points d'avancement sont à souligner :

- le retrait des déchets constatés en 2016 ;
- la constitution de garanties financières.

**L'APMD du 26 mai 2016 peut donc être levé.**

**Plusieurs nouvelles non-conformités sont cependant relevées. Les points prioritaires concernent la mise en sécurité du site (dispositifs de limitation d'accès dissuasifs et panneaux indiquant l'interdiction de pénétrer et rappelant les dangers) et le non-respect des dispositions d'exploitation (épaisseurs d'extraction et phasage).**

Une partie des non-conformités est liée au fait que deux des zones de carrières ne sont pas exploitées depuis plusieurs années (Les Vires Martin et La Charme aux Loups) et la zone de carrière des Carrireaux conserve une activité minimale (utilisation très ponctuelle du stock présent sur place). La question d'une cessation d'activité, au moins partielle, reste d'actualité.

L'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du site indiquant que « *En application de l'article 32 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation [...] n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.* », l'exploitant devra apporter à l'inspection des éléments justificatifs à cet arrêt de l'exploitation.

Dans l'attente d'une décision quant à une éventuelle cessation d'activités, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de :

- maintenir le site en sécurité, et notamment de s'assurer d'une clôture efficace ou dispositif équivalent et de la présence de panneaux indiquant l'interdiction de pénétrer et rappelant les dangers ;

- prévoir des actions en cas de redémarrage :

- \* réalisation des mesures de surveillance (bruit et poussières) ;
- \* remise en place des bornes ;
- \* recherche d'espèces exotiques envahissantes ;
- \* inventaire écologique (habitat / faune / flore).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Durée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 1.4.1
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> :  En application de l'article 32 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation [...] n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.
<b>Constats</b> : Les zones de carrières situées sur les lieu-dits Les Vires Martin et La Charme aux Loups ne sont pas exploitées depuis plusieurs années. La carrière des Carrireaux conserve une activité minimale (utilisation très ponctuelle du stock présent sur place). La question d'une cessation d'activités partielle reste d'actualité.  L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la potentielle caducité de son arrêté préfectoral en application de l'article 1.4.1 de son arrêté préfectoral qui indique que : <i>"En application de l'article 32 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation [...] n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure."</i>  <b>DEMANDE DE COMPLÉMENTS</b> : Des éléments sont attendus par l'inspection quant au devenir envisagé pour le site (perspective de redémarrage de l'exploitation).
<b>Type de suites proposées</b> : susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : sans objet

## N° 2 : Phasage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 1.2.3																												
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation																												
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																												
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :</p> <table border="1"><thead><tr><th>Phase</th><th>Date prévisible de début de la phase</th><th>Surface mise en exploitation (m<sup>2</sup>)</th><th>Volume à extraire (m<sup>3</sup>)</th></tr></thead><tbody><tr><td>1</td><td>2007</td><td>7500</td><td>78375</td></tr><tr><td>2</td><td>2012</td><td>7500</td><td>78375</td></tr><tr><td>3</td><td>2017</td><td>8000</td><td>83600</td></tr><tr><td>4</td><td>2022</td><td>10000</td><td>104500</td></tr><tr><td>5</td><td>2027</td><td>10000</td><td>104500</td></tr><tr><td>6</td><td>2032</td><td>6100</td><td>63745</td></tr></tbody></table> <p>L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.</p>	Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m <sup>2</sup> )	Volume à extraire (m <sup>3</sup> )	1	2007	7500	78375	2	2012	7500	78375	3	2017	8000	83600	4	2022	10000	104500	5	2027	10000	104500	6	2032	6100	63745
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m <sup>2</sup> )	Volume à extraire (m <sup>3</sup> )																									
1	2007	7500	78375																									
2	2012	7500	78375																									
3	2017	8000	83600																									
4	2022	10000	104500																									
5	2027	10000	104500																									
6	2032	6100	63745																									
<b>Constats :</b> <p>Le phasage prévu pour l'exploitation a été vérifié sur la base des plans topographiques transmis en amont de l'inspection, datés du 17/02/2023 et sur la base de la visite d'inspection le 08/03/2023.</p> <p>Le phasage correspond à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>phases 1, 2 et 3</u> : exploitation de la carrière principale des Carrireaux ;</li><li>- <u>phases 4 et 5</u> : exploitation de l'extension de la Charme aux Loups ;</li><li>- <u>phase 6</u> : exploitation de l'extension des Vires Martin.</li></ul> <p>Les phases 1 et 2 ont été menées. La phase 3 ne sera, d'après l'exploitant, probablement pas réalisée car il a été découvert une lentille géologique d'intérêt. Les phases 4, 5 et 6 ont été partiellement menées.</p> <p>Lors de l'inspection de 2016, il avait déjà été constaté que les zones de carrières étaient à l'arrêt, sauf les Carrireaux qui présentaient une activité minime. Il a été constaté lors de la présente inspection que c'est encore le cas. Aucune extraction nouvelle n'a été effectuée. Seuls des blocs déjà présents sur le site des Carrireaux sont ponctuellement vendus.</p> <p>Il n'a pas été effectué de remise en état. Les sites se sont revégétalisés.</p> <p><b>NON-CONFORMITÉ MAJEURE : L'exploitant n'a pas respecté son plan de phasage. D'autre part, les remises en état n'ont pas été effectuées avant d'entamer les phases suivantes.</b></p> <p>Afin de permettre à l'exploitant de justifier le respect des dispositions de la mise en demeure lors du prochain contrôle par l'inspection, notamment en ce qui concerne l'arrêt de l'extraction sur les phases 5 et 6, il lui est demandé d'élaborer un point de situation à la date de notification de</p>																												

l'arrêté préfectoral de mise en demeure (par exemple via une mise à jour du plan topographique).
<b>Type de suites proposées :</b> avec suite
<b>Proposition de suites :</b> mise en demeure, respect de prescription

### N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 1.6.2 et 1.6.6														
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation														
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet														
<b>Prescription contrôlée :</b> <b><u>Article 1.6.2</u></b> Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase : <table border="1" data-bbox="373 577 1230 907"><thead><tr><th>Périodes considérées</th><th>Montants (en euros TTC)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Phase 1</td><td>51 284,20</td></tr><tr><td>Phase 2</td><td>46 607,52</td></tr><tr><td>Phase 3</td><td>48 646,40</td></tr><tr><td>Phase 4</td><td>42 306,76</td></tr><tr><td>Phase 5</td><td>41 255,46</td></tr><tr><td>Phase 6</td><td>37 719,28</td></tr></tbody></table> <p>Les montants ci-dessus ont été déterminées avec un indice TP01 égal à 534,80 correspondant au mois de septembre de l'année 2005.</p> <p>Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5.</p> <b><u>Article 1.6.6</u></b> <p>Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.</p> <p>Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.</p>	Périodes considérées	Montants (en euros TTC)	Phase 1	51 284,20	Phase 2	46 607,52	Phase 3	48 646,40	Phase 4	42 306,76	Phase 5	41 255,46	Phase 6	37 719,28
Périodes considérées	Montants (en euros TTC)													
Phase 1	51 284,20													
Phase 2	46 607,52													
Phase 3	48 646,40													
Phase 4	42 306,76													
Phase 5	41 255,46													
Phase 6	37 719,28													
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis un acte de cautionnement du 14/09/2022 pour un montant de 63 133 €. Or l'exploitant n'a pas respecté son plan de phasage (cf. constats correspondant à l'article 1.2.3 au point précédent du présent rapport) et a mené simultanément toutes les phases sans avoir mené les travaux de remises en état</p> <b><u>DEMANDE DE COMPLÉMENTS:</u></b> L'exploitant devra justifier que les garanties financières actuellement constituées sont suffisantes au regard des phases menées et des modalités de calcul fixées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 09/02/2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.														
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites														
<b>Proposition de suites :</b> sans objet														



#### N° 4 : Epaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 214 m NGF pour le site « Les Carrireaux » ;</li><li>- 211 m NGF pour le site « Les Vires Martin » ;</li><li>- 229 m NGF pour le site « La Charme aux Loups ».</li></ul>
<b>Constats :</b>  D'après les plans topographiques transmis en amont de l'inspection, datés du 17/02/2023, les cotes les plus basses sont à : <ul style="list-style-type: none"><li>- 212 m NGF pour le site « Les Carrireaux », la limite étant de 214 m NGF ;</li><li>- 216 m NGF pour le site « Les Vires Martin », la limite étant de 211 m NGF ;</li><li>- 227 m NGF pour le site « La Charme aux Loups », la limite étant de 229 m NGF.</li></ul> <b><u>NON-CONFORMITÉ MAJEURE :</u></b> Les cotes NGF sont dépassées de 1 à 2 m pour les zones de carrières des Carrireaux sur une surface d'environ 3 500 m <sup>2</sup> et de La Charme aux Loups sur une surface d'environ 18 500 m <sup>2</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> avec suites
<b>Proposition de suites :</b> mise en demeure respect de prescriptions

## N°5 : Méthode d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Compte tenu de la profondeur de l'extraction, le front de taille comprend un gradin de 6 m de hauteur maximum. [...]
<b>Constats : :</b> <b><u>NON-CONFORMITÉ</u> :</b> La prescription est respectée hormis à l'Est du site des Carrireaux où il est ponctuellement constaté une hauteur de front comprise entre 7m50 et 8m (hauteur qui reste toutefois inférieure à la hauteur maximale de 15m fixée par l'AM du 22/09/1994). L'exploitant est invité à s'assurer de la stabilité du front concerné.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

## N° 6 : Plan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière.</p> <p>Sur ce plan doivent être reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,</li><li>• Les positions des fronts,</li><li>• Les cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>• Les zones remises en état,</li><li>• Les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,...),</li><li>• Les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,</li><li>• Les bornes.</li></ul> <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection la dernière version du plan, daté du 17/02/2023, pour chacune des zones d'extraction : Les Carrireaux, les Vires Martin et La Charme aux Loups.</p> <p>Le plan est apparu cohérent avec les constats de terrain lors de la visite.</p> <p>Ce plan comporte bien les éléments exigés par l'arrêté préfectoral, <u>à l'exception des bornes</u>. Le plan de bornage a été présenté sur un plan séparé. <b>Il est demandé à l'exploitant de les reporter sur le plan topographique.</b></p> <p><b>Le plan pourrait en outre utilement être complété par une légende, notamment sur les zones en couleur.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

**N° 7 : Bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.
<b>Constats :</b>  <b><u>NON-CONFORMITÉ :</u></b>  Il n'a pas été constaté de bornes lors du tour du périmètre de la zone de carrière des Carrieaux.  Il n'en a pas non plus été constaté sur les zones inspectées, par sondage, de La Charme aux Loups et des Vires Martin.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

## N° 8 : Clôture et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p>
<b>Constats :</b> <p><b><u>NON-CONFORMITÉ MAJEURE :</u></b> Il a été constaté une seule pancarte en état signalant l'interdiction d'accès au chantier aux abords des Carrireaux. Deux autres pancartes, également aux abords des Carrireaux, sont complètement effacées et blanchies par le temps. De manière générale, le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont insuffisamment signalés.</p> <p><b><u>NON-CONFORMITÉ MAJEURE :</u></b> Les zones de carrières sont insuffisamment mises en sécurité. L'accès aux carrières est à certains endroits permis par l'absence de clôture ou de merlons ou végétations suffisamment denses, permettant ainsi un accès aisé aux personnes ou véhicules. Certaines entrées sont fermées par des blocs de pierre mais dont la disposition n'empêche pas l'accès aux piétons ou à des deux-roues.</p> <p>L'exploitant a transmis des éléments complémentaires par courriel en date du 15/03/2023. Au vu de ces éléments, les dispositifs de restriction d'accès n'apparaissent toujours pas suffisamment dissuasifs (merlons de faibles hauteur) et d'autant plus du fait de l'absence d'activité et donc de l'absence de contrôle des accès. En outre, les photos transmises ne permettent pas de constater la présence de panneaux signalant le danger et d'interdiction de pénétrer.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> avec suites
<b>Proposition de suites :</b> mise en demeure respect de prescriptions

## N° 9 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"><li>- son identité,</li><li>- la référence et la date de l'autorisation,</li><li>- l'objet des travaux,</li><li>- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li></ul> Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.
<b>Constats :</b>  Cette prescription est respectée sur les 3 zones.  <b>Ce point faisait partie de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 26/05/2016. Cette non-conformité est levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

## N° 10 : Périmètre d'éloignement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 1.5 + Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<b>Constats :</b>  Sur les plans topographiques transmis, la bande des 10 m est identifiée par deux lignes rouges en pointillé sur les plans. Les bords d'excavations sont identifiés en vert.  <b><u>PRESCRIPTION INADAPTÉE :</u></b> Sur le site des Carrireaux, les bords d'excavation atteignent quasiment le chemin communal, avec des aplombs de près de 10 m. Cette situation apparaît toutefois préexistante à l'autorisation accordée en 2007, d'après un plan du site datant de 2005 joint à la demande d'autorisation. Les dispositions visant à maintenir une distance horizontale d'au moins 10 m entre les bords de l'excavation et les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation seront donc modifiées à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire, afin qu'elles ne soient plus applicables sur la zone préexistante à l'autorisation de 2007, tout en demeurant applicables aux excavations réalisées dans le cadre de l'autorisation de 2007. Il reste toutefois de la responsabilité générale de l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour préserver la stabilité du front et pour limiter les accès et les risques de chute associés.
<b>Type de suites proposées :</b> prescription inadaptée
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

**N° 11 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/2007, article 2.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage de la carrière par apport de matériaux extérieurs est interdit.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de 2016, il avait été constaté la présence de déchets sur les 3 zones, notamment des déchets amiantés, des enrobés et d'autres types de déchets divers mentionnés dans le rapport de 2016.  Ces déchets ont été retirés. Cela a été constaté lors de la visite terrain. L'exploitant a présenté un devis lors de la visite et devait transmettre à l'inspection la facture correspondante.  <b>Ce point faisait partie de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 26/05/2016. Cette non-conformité est levée.</b>  Toutefois, il est à noter que de nouveaux déchets ont été constatés, dans une moins grande ampleur que ce qui a été constaté en 2016 : <ul style="list-style-type: none"><li>- des déchets de type électronique : 2 lecteurs DVD, un micro-onde ;</li><li>- des déchets de bois ;</li></ul> déchets dont l'exploitant a indiqué l'évacuation postérieurement à l'inspection (transmission de photos par l'exploitant datant du 15/03/2023).
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet